

Philippe Van Parijs

## Une réponse cohérente aux néo-libéralismes ?

Chapitre 9 de Ph. Van Parijs, *Qu'est-ce qu'une société juste? Introduction à la pratique de la philosophie politique*, Paris: Seuil, 1991, pp. 220-238.

Texte modifié d'une communication présentée au colloque "Les nouvelles questions sociales" organisé à Louvain-la-Neuve en juin 1988 par l'Université Volante Internationale pour l'Enseignement Social Chrétien, ainsi que, pour partie, lors d'un séminaire du Bureau National de la Confédération des Syndicats Chrétiens sur le thème "Néo-libéralisme, Etat et syndicalisme" (Overijse, juillet 1988). Une version antérieure en a été publiée sous le titre "Quelle réponse cohérente aux néo-libéralismes?" dans *Economie et Humanisme* (Lyon) mars-avril 1989, reproduite sous le même titre dans *Problèmes économiques* (Paris) janvier 1990, et traduite en néerlandais dans *Terugkeer van de ethiek. Denken over economie en samenleving* (L. Bouckaert ed.), Leuven & Amersfoort: Acco, 1989.

"Il y a trop d'Etat, pas assez de marché. Au sein de chaque nation comme au plan des relations internationales, il faut d'urgence accroître le rôle dévolu à la concurrence, fût-elle imparfaite, et réduire le rôle réservé à la bureaucratie, fût-elle démocratique." Telle est la thèse que partagent toutes les composantes de ce vaste mouvement intellectuel qui, sous l'étiquette de "néo-libéralisme", a commencé à prendre de l'ampleur tout au début des années soixante-dix pour marquer profondément la politique économique et sociale des pays occidentaux quelques années plus tard.

Au delà de cette thèse commune, cependant, règne la plus grande diversité parmi les discours, théories, doctrines, arguments qui se réclament du néo-libéralisme ou qu'on lui rattache. Pour s'y retrouver, on pourrait par exemple distinguer les discours dits "néo-libéraux" selon la discipline dont ils relèvent - de la philosophie à la biologie, en passant par l'économie, la science politique et la sociologie - ou selon la position politique plus ou moins radicale qu'ils justifient - de la réduction mineure d'un taux d'imposition à l'instauration de ce qu'on appelle parfois l'anarcho-capitalisme en passant par exemple par une dérégulation générale du marché du travail ou la privatisation des institutions bancaires publiques. Je préfère pour ma part

recourir à une troisième distinction, à mes yeux plus éclairante et en tout cas plus pertinente pour mon propos, qui attire l'attention sur le type d'argument offert pour justifier un recours accru au marché. Le contraste central est alors entre un néo-libéralisme instrumental, pratiqué surtout par des économistes et dans l'ensemble plus modéré dans ses implications, et un néo-libéralisme fondamental, élaboré surtout par des philosophes et généralement plus radical.

### 9.1. Néo-libéralisme instrumental et néo-libéralisme fondamental

Pour comprendre cette distinction, il est utile de se rappeler le contexte politico-intellectuel de l'émergence du néo-libéralisme. Ce contre quoi celui-ci s'est érigé, ce qu'il a fini par ébranler, c'est le "consensus social-démocratique", l'adhésion quasi-unanime, dans les années soixante, à ce qu'on a diversement appelé l'"économie mixte", la soziale Marktwirtschaft, le welfare capitalism, soit une économie de marché faisant une place essentielle à l'Etat-Providence au plan interne, à l'aide au développement au plan international. Cette adhésion reposait sur la conviction que, dans ce capitalisme à Etat-Providence, l'efficacité économique et la justice sociale sont non seulement compatibles, mais qu'elles sont l'une pour l'autre des conditions nécessaires. Non seulement, en effet, c'est l'efficacité économique qui permet que soient menées à bien des politiques sociales motivées par un souci de justice. Mais ces politiques sociales ont à leur tour un impact économique bénéfique: parce qu'elles enrayerent la déchéance des travailleurs provisoirement privés d'emploi en leur assurant un revenu de remplacement, parce qu'elles diminuent l'importance des conflits industriels en transposant au niveau politique la détermination d'une part notable de la distribution des revenus, et surtout parce qu'elles stabilisent la demande effective et ainsi empêchent les dépressions de se faire cumulatives. Les gouvernements se trouvent donc, selon toute apparence, dans la situation heureuse où ils peuvent poursuivre tous leurs objectifs socio-économiques centraux simultanément et indissociablement: la justice sociale par l'efficacité économique et l'efficacité économique par la justice sociale.

"Grave erreur!", disent les néo-libéraux, qui dénoncent cette agréable certitude comme une douce illusion. Grave erreur, pour deux raisons distinctes, qui nous permettent de répartir les arguments néo-libéraux en

deux catégories nettement séparées: ceux qui relèvent de ce que j'appellerai le néo-libéralisme instrumental et ceux qui relèvent du néo-libéralisme fondamental.

Pour le néolibéralisme instrumental, le capitalisme à Etat-Providence ne constitue pas du tout un compromis optimal entre l'efficacité économique et la justice sociale. Tant du point de vue de l'efficience que du point de vue de l'égalité, en effet, sa performance est bien pire qu'il n'y paraît, en particulier si l'on tient compte de ses effets à long terme. On trouve des variantes de cette argumentation dans la critique monétariste des politiques keynesiennes comme dans les plaidoyers des avocats de la dérégulation, dans les analyses des économistes de l'offre comme dans les théories économiques de la bureaucratie et de la démocratie. Que ce soit en matière de politique monétaire ou en matière de fiscalité, dans l'institution d'un salaire minimum garanti, dans la réglementation de la publicité ou dans la mise en oeuvre d'une politique d'aide aux pays en développement, non seulement les interventions de l'Etat entravent un fonctionnement efficient du marché, mais elles ont en outre pour effet pervers de créer de nouvelles inégalités au lieu de les réduire, de détériorer le sort des plus défavorisés au lieu de l'améliorer.

Pour les tenants du néo-libéralisme fondamental, cette critique ne vas pas assez loin. Car si, à leurs yeux, le consensus social-démocratique doit être dénoncé, ce n'est pas parce qu'il est incapable de combiner optimalement l'efficience et l'égalité, l'efficacité économique et la justice sociale. C'est parce qu'il néglige une troisième valeur, qui est la valeur centrale: la liberté. "Ce dont nous avons parlé depuis le début, c'est la liberté. Quoiqu'un certain nombre de mes propositions auraient l'effet immédiat d'améliorer notre bien-être économique, ce n'est là à vrai dire qu'un objectif secondaire, en regard de la préservation de la liberté individuelle." Ainsi s'exprimait, dans une interview mémorable accordée au magazine Playboy, le penseur néo-libéral le plus célèbre de la planète, Milton Friedman (1973: 37).

Nul besoin, du reste, de cette citation pour étayer la présence de cette dimension chez les maîtres à penser du néo-libéralisme. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'oeil sur les titres de quelques-uns des ouvrages qui allaient servir de références-clés à l'ensemble du mouvement. C'est à la liberté qu'en appellent en effet, pour justifier le capitalisme, Milton Friedman (Capitalisme et liberté), Friedrich Hayek (La Constitution de la liberté) et

Henry Wallich (Le coût de la liberté).<sup>1</sup> Une élaboration plus systématique et rigoureuse de ce néo-libéralisme fondamental est venue plus tard, dans les années soixante-dix, avec les philosophes libertariens américains.<sup>2</sup> Pour la plupart d'entre eux, la justification du capitalisme est une affaire purement conceptuelle, qui n'a pas à s'embarrasser de considérations factuelles: dès que l'on sait de quoi on parle lorsqu'on parle d'une société libre, l'adhésion au capitalisme, et même à un capitalisme qui admet tout au plus un état minimal, ne peut faire aucun doute aux yeux de quelqu'un qui accorde à la liberté une valeur centrale. Ce qui distingue le néo-libéralisme fondamental du néo-libéralisme instrumental, ce ne sont donc pas les cibles qu'il se fixe - la fiscalité, les politiques keynesiennes, les rigidités résultant de réglementations, etc. -, mais la base ultime des arguments qu'il avance: si ces divers traits de l'économie mixte sont critiquables, ce n'est pas parce qu'ils sont contreproductifs du point de vue de leurs objectifs avoués d'efficacité ou d'équité, mais parce qu'ils portent atteinte à la liberté.

Face à ce double défi, il existe à mes yeux une réponse systématique particulièrement robuste, qu'il est impossible aux néo-libéraux de récuser parce qu'elle les attaque sur leur propre terrain. Je la présenterai en deux temps correspondant, dans l'ordre inverse, au deux volets du néo-libéralisme que je viens de décrire.

## 9.2. La réponse réal-libertarienne

"Vous accordez une importance primordiale à la liberté", pouvons-nous dire aux néo-libéraux fondamentaux, "et vous reprochez au consensus social-démocratique de l'ignorer dans sa recherche exclusive de l'efficacité et de l'égalité. Soit. Mais qu'est-ce que la liberté? C'est, dites-vous, l'absence de coercition par autrui ou par l'Etat, ou, de manière plus précise, l'absence de tout empiètement sur les droits de propriété légitimes que nous avons sur nous-mêmes et sur des biens extérieurs. Ceci requiert, vous l'admettez bien volontiers, une spécification de la manière dont on peut devenir le

---

<sup>1</sup> Friedman (1962), Hayek (1960), Wallich (1960). Par le choix de son titre, celui-ci veut précisément souligner que si le socialisme est supérieur au capitalisme en termes d'efficacité - à l'époque, le taux de croissance de l'URSS dépassait largement celui des Etats-Unis! -, ce ne doit pas être une raison pour le choisir: la liberté a un coût, que nous devons être prêt à payer.

<sup>2</sup> Voir par exemple Hospers (1971), Rothbard (1973, 1982), Friedman (1973), Nozick (1974), Machan ed. (1982), etc., ainsi que les chapitre 5-8 ci-dessus et les références qui y sont citées.

propriétaire légitime de biens extérieurs, suite à un échange, un don, un héritage ou par l'appropriation de quelque chose qui, auparavant, n'était la propriété de personne - une ressource naturelle. Ce dernier cas, vous en convenez, est le plus problématique. Et vous êtes profondément divisés sur la manière de définir les conditions sous lesquelles une ressource naturelle peut être légitimement appropriée. Mais ce n'est pas dans cette plaie que nous voulons remuer le couteau pour essayer de vous faire rendre gorge. Votre position, en effet, est viciée par un mal bien plus profond, dont la mise à jour suffit à ruiner votre crédit.

"Pour saisir la nature de ce mal, imaginez une île dont une personne est le légitime propriétaire et sur laquelle il en vit d'autres, qui ont leur propre force de travail pour toute propriété. Dans ces circonstances, le propriétaire de l'île pourra imposer à ces personnes de travailler dans des conditions odieuses pour un salaire de misère. Rien pourtant n'exclut en principe que la société en question soit une société libre au sens où vous l'entendez. Dès le moment où les droits de propriété existants - le fait que l'un a tout, tandis que les autres n'ont rien d'autre qu'eux-mêmes - résultent de transactions volontaires à partir d'une appropriation légitime de ressources naturelles, il suffit à vos yeux, pour pouvoir dire que les hommes sont libres, qu'ils puissent faire ce qu'ils veulent avec ce qu'ils possèdent. Ce type d'exemple - fictif ou réel - révèle le tour de passe-passe auquel vous vous livrez. Car si la liberté requiert bien le droit de faire ce que l'on désire avec soi-même et ce dont on est le légitime propriétaire, elle ne s'y réduit pas. Elle n'est pas qu'une question de droit de faire ce que l'on désire en ce sens. Elle est aussi une question de moyens. C'est parce qu'ils sont privés de ces moyens - tout en jouissant de ce droit - que les habitants démunis de notre île ne peuvent pas mener leur vie comme ils l'entendent, qu'ils ne sont pas libres au sens réel, et non purement formel, qui nous importe."

De ce discours émerge une conception rivale de l'idéal d'une société libre. C'est certes une société qui garantit à chacun de ses membres une pleine liberté formelle - la liberté des libertariens, le droit de faire ce que l'on désire avec ce dont on est le légitime propriétaire. Mais c'est aussi une société qui définit les droits de propriété sur les choses extérieures de manière à donner à chacun la liberté réelle la plus grande possible. C'est une société, plus précisément, qui garantit à celui qui en a le moins la liberté réelle la plus grande possible, les moyens les plus étendus de faire de sa vie ce qu'il désire.

On peut appeler réal-libertarienne la position qui s'esquisse ainsi, apparentée à diverses versions de la position "libérale" ou "libérale de gauche", au sens américain de ces expressions,<sup>3</sup> sans être strictement équivalente à aucune d'entre elles. Avec la position libertarienne - le volet fondamental du néo-libéralisme -, elle attache une importance exclusive à la liberté de tous. Mais contre elle, elle soutient avec la plus grande énergie que c'est de liberté réelle qu'il doit s'agir, et tout spécialement - puisqu'on dit vouloir se préoccuper de la liberté de tous - de la liberté réelle qui échoit à celui qui en a le moins.

Un des grands attraits de la position réal-libertarienne ainsi esquissée est qu'elle permet d'intégrer élégamment l'importance qu'intuitivement nous accordons non seulement à la liberté, mais aussi à l'égalité et à l'efficacité. Elle protège la liberté - y-compris dans la dimension de ce qu'on appelle aujourd'hui, assez vaguement, les "droits de l'homme" - contre les risques que ferait peser sur elle un souci exclusif de l'égalité ou de l'efficacité. Mais elle fait simultanément une place essentielle à l'égalité - plus précisément au souci des plus pauvres, de ceux qui ont le moins de moyens -, puisqu'elle implique logiquement que seules sont justifiées les inégalités de liberté réelle qui profitent à ceux qui en sont les "victimes". Enfin, elle intègre nécessairement des considérations d'efficacité, puisque l'ampleur des moyens qu'il est possible de conférer à tous dépend bien entendu largement de l'efficacité productive de la société. En raison même de sa capacité à intégrer ces trois types de considérations, la position réal-libertarienne s'avère fort robuste lorsqu'on la confronte non seulement à une position libertarienne, mais aussi à une position égalitariste ou à une position utilitariste, qu'animent, respectivement, un souci exclusif de l'égalité ou de l'efficacité. Lorsqu'on en clarifie soigneusement les thèses et lorsqu'on en explicite systématiquement les implications pratiques, chacune de ces positions a beaucoup de mal, confrontée aux difficultés qu'elle soulève, à ne pas glisser dans la direction du compromis élégant que constitue la position réal-libertarienne.<sup>4</sup>

Pareille position aboutit-elle à justifier, contre le néo-libéralisme, un capitalisme solidement tempéré d'Etat-Providence et d'aide au développement, dans la forme que nous leur connaissons aujourd'hui? Ce n'est pas sûr. On peut certes admettre qu'essentiellement pour des raisons de

---

<sup>3</sup> Position qu'illustrent, par exemple, Rawls (1971, 1990), Ackerman (1980), Sen (1985, 1990c), Dworkin (1986, 1990b), Larmore (1987) et Barry (1989).

<sup>4</sup> Pour une mise en perspective plus explicite de la position réal-libertarienne parmi d'autres tentatives d'articuler l'efficacité, l'égalité et la liberté, voir le chapitre 7 ci-dessus.

dynamisme technologique, ce réal-libertarisme induit une présomption - rien de plus - en faveur du capitalisme et contre le socialisme, que celui-ci soit centralisé ou autogestionnaire. On peut aussi admettre qu'il implique à coup sûr, tant sur le plan national que sur le plan international, une redistribution massive et permanente des revenus issus du marché. Mais la forme que doit prendre cette redistribution ne peut pas être celle, conditionnelle à plusieurs titres, que nous connaissons aujourd'hui, mais bien celle, strictement inconditionnelle, d'une allocation universelle financée à l'échelle la plus vaste qui soit politiquement envisageable et fixée au niveau le plus élevé qui soit économiquement soutenable. Je ne vais pas ici m'efforcer de présenter de manière rigoureuse l'argumentation qui conduit du principe réal-libertarien à ces implications institutionnelles spécifiques.<sup>5</sup> Le lien intuitif entre la liberté réelle la plus grande possible pour tous et l'allocation universelle la plus élevée possible est suffisamment clair pour que je puisse maintenant passer sans plus attendre à l'autre composante - instrumentale - du néo-libéralisme.

Dans son volet instrumental, rappelons-nous, le néo-libéralisme reproche à l'économie mixte de servir désastreusement - si l'on tient compte des effets de long terme - son objectif déclaré de combiner optimalement l'efficacité économique et la justice sociale. Grâce au critère issu de la discussion précédente, nous sommes maintenant à même d'examiner ce reproche sous un angle neuf, dans un cadre de référence plus précis et surtout avec l'esprit d'ouverture que permet le fait de pouvoir s'appuyer sur une position de principe ferme et cohérente, qui écarte le risque de se laisser entraîner sur une pente glissante jusqu'à la reddition totale. Lorsque les néo-libéraux argumentent que telle ou telle composante de l'Etat-Providence - mettons, les politiques keynesiennes ou le salaire minimum garanti - réduit l'efficacité économique ou renforce les inégalités sociales, il faut certes soumettre à la critique la force de leurs arguments. Mais même si ces arguments s'avèrent concluants, il n'en découle pas que les institutions qu'ils ont pour cible doivent être condamnées. Car rien n'empêche en principe une institution génératrice d'inefficacité, ni du reste une institution génératrice d'inégalité, de contribuer à augmenter la liberté réelle de ceux qui en ont le moins.

Il reste bien sûr que rien ne permet de décréter a priori que tout, dans l'économie mixte telle que nous la connaissons, soit conforme à notre principe

---

<sup>5</sup> Voir la section 8.7 ci-dessus, Van Parijs (1990b) et surtout Van Parijs (1989c).

de liberté réelle maximale pour tous. En évoquant précédemment l'allocation universelle, j'ai en fait déjà reconnu que ce n'était pas le cas, que la liberté réelle la plus grande possible pour tous exige que tous - et pas, comme aujourd'hui, ceux-là seuls qui jouissent du privilège de la fortune - puissent avoir accès à un revenu (certes modeste) indépendamment de tout emploi et de toute volonté d'en accepter un. Et ce n'est pas tout. Il se peut fort bien, après tout, que certaines réglementations contraignant le fonctionnement des marchés, que certaines politiques de subvention et d'imposition créent des rigidités et des distorsions qui ne puissent aucunement se justifier par l'accroissement de la liberté réelle des plus démunis. Pour chacune de ces réglementations, pour chacune de ces politiques, la chose est possible. Mais l'inverse aussi. Dans chaque cas, il s'agit d'être ouvert à ce que l'expérience et la recherche permet de présumer quant à l'impact probable de la mesure ou de son retrait sur le niveau maximum soutenable de l'allocation universelle.

Voilà donc les grands traits de ce qui me semble être une réponse crédible et cohérente au défi néo-libéral de la part de personnes et de mouvements pour qui le souci des plus démunis revêt une importance primordiale. Cette réponse, je le répète, consiste en deux composantes: (1) "La liberté, oui, certes, c'est essentiel. Mais ce doit être la liberté réelle de tous." (2) "La question de savoir si les diverses interventions de l'Etat - en matière de fiscalité, de transferts, d'enseignement, d'initiative industrielle publique, de droit du travail, etc. - satisfont à ce critère, doit être traitée au coup-par-coup, sans a priori; et sur un point en tout cas - l'introduction d'une allocation universelle -, il y a une différence importante entre l'économie mixte telle que nous la connaissons et ce que la liberté réelle maximale requiert." La réponse ainsi résumée soulève de nombreuses difficultés. Je me contenterai ici d'en examiner trois parmi les plus sérieuses.

### 9.3. Liberté ou subsidiarité ?

Comme l'explicitation des implications institutionnelles de la position réal-libertarienne le manifeste, celle-ci est une position à la fois, et indissociablement, ultra-individualiste et ultra-universaliste. Elle accorde à chaque homme et à chaque femme, à l'échelle la plus vaste possible, les mêmes droits inconditionnels. Et elle se situe de ce fait à l'extrême opposé du "principe de subsidiarité", qui imprègne encore une bonne part des politiques

sociales de nos pays. Ce principe a reçu sa première formulation systématique dans l'oeuvre du penseur politique calviniste Johannes Althusius (1603) et est ultérieurement devenu (à partir de Rerum Novarum, 1891) un élément important de la doctrine sociale de l'Eglise catholique.<sup>6</sup> Il consiste à affirmer que toute manifestation de la "question sociale" doit être traitée au niveau le plus bas possible dans la hiérarchie des collectivités: le voisinage ou la corporation ne doit intervenir que si la famille ne parvient pas à prendre soin de ses membres, la commune à son tour ne doit intervenir que si des associations plus petites ne suffisent pas, et de même pour la province, pour l'Etat, et pour la communauté internationale. Comment justifier un tel principe de subsidiarité? Comment étayer la thèse que la politique sociale qu'il légitime est supérieure à celle qui découle du principe réal-libertarien? J'aperçois deux possibilités.

La première consiste à souligner combien est anonyme l'assistance prodiguée dans le cadre d'un système universaliste. Pour reprendre une distinction de Pierre Rosanvallon, ce que pareil système met en oeuvre est une solidarité froide contrastant fortement avec la solidarité chaude des communautés traditionnelles, que du reste elle contribue à détruire.<sup>7</sup> A une relation faite de générosité d'un côté, de gratitude de l'autre, caractéristique de la solidarité chaude, un système universaliste substitue une relation faite de soumission récalcitrante à l'impôt d'un côté, d'insistance égoïste sur ses droits de l'autre. Bien sûr, une politique sociale guidée par le principe de subsidiarité ne peut prétendre se nourrir de la seule solidarité chaude, mais elle peut se targuer de préserver celle-ci autant qu'il est possible, en ne recourant à une solidarité tiède, ou franchement froide, que là où la solidarité chaude fait défaut, ou s'avère insuffisante.

Cette première justification n'est guère convaincante. On pourrait certes déplorer, toutes choses égales par ailleurs, que les transferts assurant à tous les moyens d'existence, ne constituent plus un vecteur privilégié de la pratique de la vertu (de charité, de générosité) pour devenir l'occasion par

---

<sup>6</sup> Sur l'histoire du principe de subsidiarité, voir l'éclairant article de Michael Krätke (1987). Dans un autre langage et une autre tradition, on trouve des idées analogues dans le communautarisme modéré de Michael Walzer. Celui-ci rejette par exemple un système de transferts sociaux entièrement nationalisé parce qu'il "priverait d'expression les solidarités locales et particularistes" (Walzer 1990: 18).

<sup>7</sup> Voir Rosanvallon (1981). Que l'on assiste, à mesure que se distendent les liens entre les payeurs et les bénéficiaires, à un "refroidissement" graduel de la solidarité s'exprimant dans les transferts sociaux que nous connaissons, est du reste un thème central des critiques "conservatrices" dont l'Etat-Providence est aujourd'hui l'objet. Voir par exemple Zijderfeld (1986).

excellence de la pratique du vice (en l'occurrence, la fraude fiscale). Mais précisément, toutes choses ne sont pas égales par ailleurs. Car c'est bien sûr le caractère obligatoire du prélèvement qui permet de donner à tous un droit inconditionnel à un revenu, et ainsi de soustraire les plus démunis au bon vouloir des autres. La dignité des plus pauvres, indissociable de leur liberté, vaut bien que l'on prive les riches d'une occasion de jouer aux grands coeurs, d'autant que rien ne les empêche d'en faire plus que ce à quoi le fisc les contraint.

Mais peut-être est-il possible de justifier autrement le principe de subsidiarité. De par sa structure même, un système de transferts obéissant à ce principe implique que l'instance supérieure n'intervient qu'en cas de "carence": de ceux qui ne parviennent pas à se procurer, par leurs propres efforts, le revenu qui leur est nécessaire et/ou de ceux qui ne parviennent pas à assurer le bien-être de ceux qui les entourent. Le cas normal, en d'autres termes, est celui qui ne requiert aucune intervention. Du fait qu'elle n'a rien d'automatique, l'intervention des pouvoirs publics peut dès lors être l'occasion d'une entreprise de (re)moralisation. La concession d'une aide sociale peut être commodément subordonnée à l'exigence que le bénéficiaire cherche sérieusement du travail et/ou prenne adéquatement soin de ses proches.<sup>8</sup>

Pareille justification se heurte aux trois difficultés suivantes. D'abord, on peut trouver inique une entreprise de moralisation qui ne s'adresse qu'aux plus démunis, profitant de l'état de besoin dans lequel ils se trouvent pour leur ingurgiter des leçons de morale professionnelle et familiale auxquelles échappent les plus fortunés. Ensuite, on peut douter de l'efficacité d'une entreprise qui, loin de raviver les vertus anciennes, a toute chance de ne rien faire d'autre qu'induire des comportements qui singent la vertu mais n'ont d'autre ressort que la crainte de perdre les avantages matériels auxquels ils permettent d'avoir accès. Enfin et surtout, défendre la subsidiarité au nom du mode de vie qu'elle permet d'imposer suppose que l'on ignore cela même qui constitue le point de départ de la position réal-libertarienne, et d'une position "libérale" en général: le fait que notre société est une société pluraliste, dans laquelle il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue une vie "valable". Face à

---

<sup>8</sup> La tendance de l'Etat-Providence à relâcher ces conditions, à mesure précisément qu'il s'universalise et se "dés subsidiarise", constitue également un thème central de la critique "conservatrice" contemporaine de l'Etat-Providence. Voir par exemple les livres de Lawrence Mead (1986) et de Manfred Spieker (1986), tous deux discutés dans ce contexte par Claus Offe (1987).

cette situation, l'attitude "libérale" consiste à refuser d'imposer une conception particulière. Accordant à chacun un égal respect, elle implique que l'on donne à chacun la plus grande liberté réelle de mener sa vie à sa guise, avec pour seule obligation de respecter la liberté semblablement concédée aux autres. Le fainéant et l'égoïste, dans cette perspective, ont droit au même revenu inconditionnel que les autres, rien bien sûr ne pouvant par ailleurs leur garantir, respectivement, le même revenu total qu'au zélé, ni la même affection qu'à l'altruiste. Comme il n'y a là rien qui soit susceptible de choquer l'intuition morale de la plupart d'entre nous, je peux maintenant passer à une seconde objection, dont je ne cache pas que je la trouve plus troublante.

#### 9.4. Libres mais misérables ?

Le principe de liberté réelle maximale pour tous, je l'ai dit, article élégamment l'importance qu'intuitivement nous accordons à la liberté, à l'égalité et à l'efficacité. Mais l'efficacité dont il s'agit, c'est l'efficacité économique, la capacité de produire les moyens matériels qui constituent la substance de la liberté réelle de tous. Ce n'est pas une expression du bien-être effectif des personnes. Ne se pourrait-il pas qu'un monde où tous seraient maximalelement libres soit aussi un monde où tous seraient bien plus malheureux qu'ils ne le sont aujourd'hui?

A première vue, la chose est impossible. Car comment peut-on rendre les gens plus malheureux en leur donnant à tous les moyens les plus vastes possibles de poursuivre leur bonheur? Même si l'on pouvait supposer qu'ils sont incapables de discerner ce qui peut les rendre heureux et que nous - maîtres spirituels, intellectuels, technocrates, etc. - savons mieux qu'eux ce qui fait leur bonheur, la force de la position réal-libertarienne ne s'en trouverait guère ébranlée: ce n'est pas à la société de faire le bonheur des individus, mais à eux-mêmes. Tout ce qu'on peut demander à la société, c'est qu'elle fournisse à chacun d'entre eux, au plus haut degré possible, les moyens objectifs de réaliser ce bonheur.<sup>9</sup>

Il existe cependant une version plus subtile de cette objection qui ne repose nullement sur la prémisse "paternaliste" que les gens sont incapables

---

<sup>9</sup> Ce point fort de la position réal-libertarienne - ou, plus généralement, libérale - est bien mis en relief par Rawls (1982) en contraste avec l'utilitarisme.

de poser les choix qui les rendraient heureux, mais bien sur l'hypothèse fort plausible qu'il existe, dans la réalité sociale, des "effets de composition", des "effets pervers" de grande ampleur. Pour prendre un exemple familier: si chacun choisit, dans son propre intérêt lucidement compris, d'acheter et d'utiliser une voiture, le résultat agrégé de ces choix (encombrements et pollution compris) peut très bien être pire pour chacun que si chacun avait choisi de se passer de voiture. Dans le langage des économistes, en présence d'externalités, la rationalité individuelle peut engendrer une irrationalité collective. Et face à cette perte de bien-être, il n'est pas possible cette fois de rétorquer que c'est à chacun à façonner son bien-être à partir des moyens objectifs maximaux que la société met à sa disposition. Car c'est bien de moyens objectifs qu'il s'agit ici: l'exercice par chacun de sa liberté individuelle a détruit la liberté réelle, par exemple, de se rendre paisiblement au centre-ville sans avoir à éviter les voitures et respirer leurs gaz d'échappement.

L'échec de cette première réponse en suggère immédiatement une seconde. Si c'est bien la liberté réelle qui est affectée, c'est parce qu'en présence d'externalités - de pollution par exemple - la liberté réelle n'est pas saisissable simplement sous la forme d'une dotation monétaire, et qu'une intervention publique est de ce fait requise, au nom même de la liberté réelle de tous, soit pour faire supporter à chacun le "vrai prix" de ses choix, soit - lorsque c'est plus commode - pour interdire purement et simplement certaines pratiques. Il n'est pas du tout inconcevable que le souci de la liberté réelle maximale pour tous puisse légitimer l'interdiction faite aux agriculteurs danois d'utiliser des engrais dont le rejet dans la mer porte atteinte, via la prolifération d'algues, à toute la pêche norvégienne.

Admettons que les externalités environnementales puissent être en principe traitées de cette façon, sans pour autant nier, bien entendu, les innombrables difficultés techniques qu'un tel traitement soulève. Il est cependant d'autres phénomènes, qui peuvent aussi être décrits comme des externalités mais dont le traitement adéquat me semble sensiblement plus problématique. L'exemple le plus abondamment discuté est sans doute celui de la frustration relative<sup>10</sup>: si en élargissant le champ de ce qui est perçu

---

<sup>10</sup> Sous le vocable de "logique de la frustration relative", Raymond Boudon (1977) rassemble judicieusement des analyses empruntées à des sources aussi diverses que Tocqueville et Stouffer. Cette logique a des rapports étroits avec ce que Fred Hirsch (1977) et Robert Franck (1985) appellent les "biens positionnels", avec les pratiques de distinction analysées par Pierre Bourdieu (1979), avec l'émergence de l'envie telle que l'analysent René Girard (1961), puis Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel (1979), et avec l'avènement de la rareté dans la société industrielle, selon la thèse d'Ivan

comme possible, vous réduisez le niveau de satisfaction, il se peut fort bien que la poursuite de la liberté réelle maximale pour tous ait des conséquences désastreuses dans l'ordre du bien-être. Mais précisément pour montrer que ce n'est pas là la seule illustration possible de la difficulté que je veux évoquer, j'en présenterai plutôt une autre qui, pour être plus limitée, n'en est pas moins pertinente.

Supposons un moment que pour l'équilibre, et partant le bonheur, de chaque personne il soit essentiel qu'il y ait un endroit où il ait ses racines: il y a passé son enfance; lorsqu'il y retourne, il retrouve des parents, des voisins, des connaissances, bref une communauté à laquelle il se sent appartenir. Supposons d'autre part que nombreuses soient les personnes qui souhaitent par ailleurs saisir les occasions que leur offre la mobilité géographique et sociale. Elles partent au loin, ou simplement à l'autre bout de la ville, pour rejoindre un conjoint, acheter une maison ou trouver un emploi. Et chacune d'entre elles le fait, même si elle accorde la plus grande importance au fait de conserver ses racines. Car soit les autres ne partent pas, donc les racines demeurent, et elle peut partir en paix. Soit ils partent aussi, auquel cas les racines s'évanouissent de toutes façons, sans que le fait qu'elle reste puisse y changer quoi que ce soit. Ceci engendre, bien entendu, un effet de composition dans le sens précis illustré plus haut. Si beaucoup tiennent ce raisonnement - et, étant donné les préférences postulées, il serait déraisonnable de ne pas le tenir -, il n'y aura plus pour personne de communauté à laquelle il est possible de revenir: au mieux quelques bâtisses qui ressemblent à celles dont on a le souvenir, habitées désormais par des inconnus.<sup>11</sup>

Si les suppositions faites en introduisant cet exemple présentent avec la réalité une ressemblance suffisamment forte, on entrevoit comment il est possible, pour des individus maximalement libres et pleinement lucides de

---

Illich (1983). Dans chacun de ces cadres, l'externalité provient du fait qu'en acquérant ou consommant un bien - avec l'intention et l'effet d'accroître son propre bien-être -, chaque membre d'un groupe de référence détériore la satisfaction que les autres membres du groupe dérivent de ce qu'ils possèdent eux-mêmes.

<sup>11</sup> Pour un argument différent dans son contenu, mais strictement analogue dans sa structure, voir McKean (1975: 97-8): "Les coûts de transaction [qui entravent l'action collective requise par la prise en compte d'externalités] ont des effets moins évidents et peut-être beaucoup plus importants que les formes traditionnelles de pollution. Par exemple, à mesure que l'urbanisation progresse, que l'usage des automobiles se généralise et que croît la valeur [marchande] du temps, il se peut qu'il devienne moins rentable et plus coûteux pour chaque individu de cultiver et entretenir des relations qui ne soient pas que superficielles. S'il en est ainsi, le comportement de chacun réduit la chance qu'ont les autres de nouer des relations profondes."

devenir beaucoup plus malheureux qu'ils ne le seraient en l'absence de cette liberté maximale, en raison du "déracinement universel" que celle-ci engendre. Comme dans le cas des externalités environnementales, c'est bien une liberté réelle qui est attaquée, en l'occurrence la liberté de conserver des racines. Mais il y a, me semble-t-il, une différence. On peut parfaitement exiger du pollueur qui prive autrui de la liberté réelle de pêcher, qu'il paie le "vrai prix" de ses choix, sans pour autant contredire le souci de la liberté réelle de tous. Il paraît par contre très malvenu, d'un point de vue réal-libertarien, de sanctionner la mobilité de chacun en vue de préserver la liberté d'autrui de garder des racines. N'est-ce pas là, en effet, s'engager sur une pente glissante au terme de laquelle il nous faudra, en toute cohérence, exiger que l'on sanctionne similairement toute personne qui abandonne son conjoint (ainsi privé de la liberté réelle de cohabiter avec elle!), voire même toute personne qui est l'objet d'un amour auquel elle ne prétend pas répondre?

#### 9.5. Pas assez universaliste?

Laissant en suspens cette deuxième difficulté, j'en soulève maintenant une troisième. Si les partisans du principe de subsidiarité reprochent à la position réal-libertarienne d'être trop universaliste - c'était notre première difficulté -, d'autres la critiquent pour ne pas l'être assez. A première vue, cette critique est bien étrange. Car comment peut-on être plus universaliste qu'en accordant à tous et à toutes, sans distinction de sexe, de race, de religion, de nationalité, d'intelligence, d'origine sociale, la liberté réelle la plus grande possible? A cette question qui pourrait sembler purement rhétorique, deux réponses ont été faites.

La première, la moins radicale, met en avant les intérêts des générations futures. Maximiser la liberté des membres de la génération présente peut gravement réduire les options laissées ouvertes à celles qui la suivent. "Soit, répondra un réal-libertarien, "si nous contribuons à épuiser les ressources naturelles, il nous faut compenser cet épuisement par une accumulation de capital et un progrès technique qui permettent de garder au moins intact le niveau de productivité. Comme le progrès technique ne se commande pas et que, dans une économie de marché, le taux d'accumulation

est endogène, c'est au niveau du taux d'épuisement des ressources naturelles que, par une taxation adéquate, l'ajustement devra se faire."<sup>12</sup>

Un peu de réflexion fait cependant apparaître une nouvelle difficulté. Car l'ampleur du stock de ressources naturelles qu'il est impératif que nous laissons à la génération suivante dépend de la taille de celle-ci, qui dépend à son tour du taux de procréation au sein de la génération présente. Moins l'on procrée, moins la contrainte imposée par le souci de protéger la liberté réelle de la génération suivante est forte, et plus élevée, par conséquent, la liberté réelle que l'on peut assurer à chaque membre de la génération présente. Supposons que l'on puisse agir sur le taux de procréation sans devoir recourir à des méthodes répressives, par exemple en manipulant les niveaux respectifs des allocations versées aux enfants et aux personnes âgées.<sup>13</sup> Une position réal-libertarienne implique-t-elle alors que l'on adopte une politique de ce type, qui décourage autant que possible la natalité sans cependant porter atteinte à la liberté formelle de qui que ce soit?

Mais il y a une seconde raison, plus profonde, pour laquelle la position réal-libertarienne peut être jugée insuffisamment universaliste. Comme ses rivales utilitariste, égalitariste, libertarienne, etc., cette position se focalise sur les intérêts des membres de la seule espèce humaine. Mais pourquoi l'humanisme serait-il fondamentalement plus moral que le racisme ou le sexisme? Pourquoi la liberté, ou à tout le moins les intérêts, des autres espèces ne mériteraient-ils pas d'être pris en compte pour eux-mêmes, indépendamment de la valeur instrumentale qu'ils peuvent avoir du point de vue de la liberté réelle de l'homme? C'est ainsi que les tenants de l'éthique des animaux soutiennent qu'il est inadmissible de n'attacher aucune importance morale aux souffrances infligées, dans le seul intérêt de l'homme, aux membres d'autres espèces animales. Plus radicalement, les tenants de l'écologie profonde estiment que tout site naturel, même s'il n'abrite aucun être vivant, a une dignité qui s'impose à l'homme, et dont la violation ne se

---

<sup>12</sup> Pour une discussion plus approfondie de cette question, voir par exemple Barry & Sikora eds. (1978), Partridge ed. (1981); et MacLean & Brown eds. (1983).

<sup>13</sup> Il n'est pas déraisonnable de penser qu'à niveau moyen donné, une augmentation relative du niveau des transferts aux personnes âgées par rapport au niveau des allocations familiales ait un effet démographique négatif, tant parce que l'accroissement de revenu familial résultant d'une naissance s'en trouve diminué, que parce qu'il est moins nécessaire de devoir compter sur ses enfants dans ses vieux jours

trouve pas justifiée du seul fait qu'elle contribue à accroître la liberté réelle de tous (les êtres humains).<sup>14</sup>

#### 9.6. Pourtant incontournable ?

Ici encore, je me contente de mentionner le défi et d'en souligner l'importance, sans m'efforcer dans ce cadre d'y répondre adéquatement. La position réal-libertarienne, je l'ai dit et répété, me semble intégrer avec rigueur et précision un certain nombre de valeurs qui, quelles qu'en soient les origines, sous-tendent les jugements que nous portons sur des situations, des évolutions, des actes, des politiques. Sur le plan du fonctionnement interne de nos sociétés industrielles occidentales comme en matière de développement, elle offre une alternative robuste au néo-libéralisme avec le double avantage de l'attaquer sur son propre terrain - la liberté - dans sa composante fondamentale, et d'invoquer un critère normatif précis - le "maximin de liberté réelle - face à sa composante instrumentale.

Robustesse dans le débat avec le néo-libéralisme ne signifie cependant pas invulnérabilité. Et en passant en revue quelques-unes des objections les plus sérieuses à la position réal-libertarienne, j'ai voulu montrer l'ampleur des défis intellectuels qui s'agit de relever, si tant est qu'ils peuvent l'être.<sup>15</sup> S'il me semble de la plus haute importance d'accorder à ces défis toute l'attention qu'ils requièrent, je ne m'en hasarderai pas moins à conjecturer qu'en fin de compte la position à laquelle ils s'adresse s'avérera incontournable.

---

<sup>14</sup> Voir notamment Singer (1975), Regan (1983), Devall & Sessions (1985). Pour une présentation synthétique de ces divers courants de pensée, voir De Roose & Van Parijs (1991). Dans la Théorie de la justice, Rawls (1971: section 77) traite brièvement de ce type d'objection. Notre attitude à l'égard des autres espèces, dit-il en substance, sort du cadre de la théorie de la justice, mais celle-ci n'épuise pas tout le champ de la moralité. D'autres aspects de la critique écologiste de l'approche "libérale" sont évoqués dans la section 10.7 ci-dessous.

<sup>15</sup> Je ne prétends bien entendu pas avoir été exhaustif et n'ai notamment évoqué que très latéralement l'important débat entre les "libéraux" et les "communautariens". J'y reviens dans la section 10.8.

## Bibliographie

- Achterhuis, H. 1988. Het Rijk der Schaarste, Baarn (Pays-Bas): Ambo, 1988.
- Achterhuis, H. 1991. "La critique de la société industrielle comme histoire de la rareté: l'itinéraire d'Ivan Illich", Revue Philosophique de Louvain 89 (1), à paraître.
- Ackerman, B.A. 1980. Social Justice in the Liberal State, New Haven & London: Yale University Press.
- Ackerman, B.A. 1983. "Comment on Fried", Social Philosophy and Policy 1, 60-70.
- Adams, R.M. 1976. "Motive Utilitarianism", Journal of Philosophy 73, 467-481.
- Arendt, H. 1958. The Human Condition, Chicago & London: The University of Chicago Press.
- Arneson, R.J. 1981. "What's wrong with exploitation?", Ethics 91, 202-227.
- Arneson, R. J. 1989. "Equality and equal opportunity for welfare", Philosophical Studies 56, 77-93.
- Arneson, R.J. ed. 1989. Symposium on Rawlsian Theory of Justice: Recent developments, numéro spécial de Ethics 99 (4), 695-944.
- Arrow, K.J. 1951. Social Choice and Individual Values, New York: Wiley, 1963.
- Arvon, H. 1983. Les Libertariens américains, Paris: P.U.F.
- Atkinson, A.B. 1972. Unequal Shares. Wealth in Britain, Harmondsworth: Penguin Books, 1974.
- Aya, R. & Tromp, B. eds. 1986. A capitalist road to communism, numéro spécial de Theory & Society 15 n°5.
- Ball, T. & Farr J. eds. 1984. After Marx, Cambridge: Cambridge University Press.

- Barry, B. 1965. Political Argument, London: Routledge.
- Barry, B. 1973. The Liberal Theory of Justice. A critical examination of the principal doctrines in "A Theory of Justice" by John Rawls, Oxford: Oxford University Press.
- Barry B. & Sikora I. eds. 1978. Obligations to Future Generations, Philadelphia: Temple University Press.
- Barry, B. 1979. "Justice as reciprocity", in Justice (E. Kamenka & A.E.S. Tay eds), London: Edward Arnold, 50-78.
- Barry, B. 1983. "Intergenerational justice in energy policy", in Energy and the Future (D. MacLean & P G. Brown eds.), Totowa (NJ): Rowman & Littlefield, 1983, 15-30.
- Barry, B. 1989. Theories of Justice, Hemel-Hempstead: Harvester-Wheatsheaf.
- Baudrillard, J. 1970. La société de consommation, Paris: Gallimard.
- Bentham, J. 1789. An Introduction to the Principles of Morals and Legislation, in J.S. Mill, Utilitarianism, London: Fontana, 1962, 33-77.
- Berkowitz, L. & Walster E. eds. 1976. Equity Theory: Towards a general theory of social interaction, New York: Academic Press.
- Berten, A. 1984. "John Rawls, Jürgen Habermas et la rationalité des normes", in Fondements d'une théorie de la justice (J. Ladrière & P. Van Parijs eds.), Louvain-la-Neuve: Peeters & Paris: Vrin, 183-94.
- Blocker, H.G. & Smith, E.H. eds. 1980. John Rawls' Theory of Social Justice, Athens: Ohio University Press.
- Boudon, R. 1977. Effets pervers et ordre social, Paris: P.U.F.
- Bouglé, C. & Halévy, E. eds. 1829. Doctrine de Saint-Simon, Paris: Marcel Rivière, 1924.
- Boulanger, P.M., Defeyt, P. & Van Parijs P., L'Allocation Universelle. Une idée pour vivre autrement, numéro spécial de La Revue Nouvelle, avril 1985.
- Bourdieu, P. 1965. Un art moyen, Essais sur les usages sociaux de la photographie, Paris: Minuit.
- Bourdieu, P. 1972. Esquisse d'une théorie de la pratique, Genève: Droz.

- Bourdieu, P. 1979. La Distinction. Critique sociale du jugement, Paris: Minuit.
- Bowie, N.E. ed. 1988. Equal Opportunity, Boulder & London: Westview Press.
- Bowles S. & Gintis H. 1986. Democracy and Capitalism, London: Routledge.  
(Traduction française: Démocratie et Capitalisme, Paris: La Découverte, 1988.)
- Bracewell-Milnes, B. 1982. Land Heritage: The Public Interest in Personal Ownership, London: Institute of Economic Affairs.
- Brody, B. 1983. "Redistribution without egalitarianism", Social Philosophy and Policy 1, 71-87.
- Buchanan, A.E. 1989. "Assessing the communitarian critique of liberalism", Ethics 99, 852-82.
- Buchanan, J. M. & Lomasky, L. E. 1985. "The matrix of contractarian justice", in Liberty and Equality (E.F. Paul, F.D. Miller & J. Paul eds), Oxford: Blackwell, 12-32.
- Buchanan, J. M. 1985. "The ethical limits of taxation", in Limits and Problems of Taxation (F.R. Forsund & S. Honkapohja eds), London: Macmillan, 4-16.
- Callinicos, A. ed. 1989. Marxist Theory, Oxford: Oxford University Press.
- Canivet, M. 1984. "Justice et bonheur chez Rawls et chez Kant", , in Fondements d'une théorie de la justice (J. Ladrière & P. Van Parijs eds.), Louvain-la-Neuve: Peeters & Paris: Vrin, 153-82.
- Carling, A. 1986. "Rational choice Marxism", New Left Review 160, 24-62.
- Chaumont, J.M. 1991. "Notes sur la tradition communautarienne", Revue Philosophique de Louvain 89, à paraître.
- Chavance B. ed. 1985. Marx en perspective, Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Cohen, G.A. 1977. "Robert Nozick and Wilt Chamberlain: How Patterns Preserve Liberty", in Erkenntnis 11, 5-23.
- Cohen, G.A. 1979. "Capitalism, freedom and the proletariat", in A. Ryan (ed.), The Idea of Freedom. Essays in Honour of Isaiah Berlin, Oxford: Oxford University Press, 9-25.

- Cohen, G.A. 1979. "The labour theory of value and the concept of exploitation", in Marx, Justice and History (M. Cohen, T. Nagel & T. Scanlon eds.), Princeton, Princeton University Press, 1980, 135-57.
- Cohen, G.A. 1981a. "Freedom, justice and capitalism", New Left Review 126, 3-18.
- Cohen, G.A. 1981b. "Illusions about private property and freedom", in J. Mepham & D. Ruben (eds.), Issues in Marxist Philosophy, Vol. 4, Hassocks, Harvester Press.
- Cohen, G.A. 1983. "More on exploitation and the labour theory of value", Inquiry 26, 309-31.
- Cohen G.A. 1983. "The Structure of proletarian unfreedom", in Philosophy and Public Affairs 12, 3-33.
- Cohen, G.A. 1985. "Nozick on appropriation", New Left Review 150, 98-105.
- Cohen, G.A. 1986. "Self ownership, world ownership and equality, part II", Social Philosophy and Policy 3, 77-96.
- Cohen, G.A. 1988. History, Labour and Freedom. Themes from Marx, Oxford: Oxford University Press.
- Cohen, G.A. 1989. "On the currency of egalitarian justice", Ethics 99, 906-44.
- Cohen, G.A. 1990. "Equality of what? On welfare, resources and capabilities", in Alternatives to Welfarism (M. De Vroey ed.), numéro spécial de Recherche Economiques de Louvain 56 (3/4).
- Constant, B. 1819. "De la liberté des anciens comparée à celle des modernes", in De l'Esprit de conquête et de l'usurpation, Paris: Flammarion, 1986, 265-91.
- Daniels, N. ed. 1974. Reading Rawls, Oxford: Blackwell.
- d'Aspremont, C. & Gevers, L. 1977. "Equity and the informational basis of collective choice", Review of Economic Studies 44: 199-209.
- d'Aspremont C. 1984. "Rawls et les économistes", in Fondements d'une théorie de la justice (J. Ladrière & P. Van Parijs eds.), Louvain-la-Neuve: Peeters & Paris: Vrin, 83-103.

- d'Aspremont, C. & Peleg, B. 1987. "Ordinal Bayesian incentive-compatible representations of committees", communication au colloque "Economic models and distributive justice", Bruxelles et Namur, 8-10 janvier 1987.
- Debreu, G. 1959. Theory of Value. An axiomatic analysis of economic equilibrium, New Haven & London: Yale University Press, 1971. (Traduction française: Théorie de la valeur. Analyse axiomatique de l'équilibre économique, Paris: Dunod.)
- De Roose, F. & Van Parijs, P. eds 1991. La Pensée écologiste. Vers un dictionnaire critique, Bruxelles: De Boeck & Paris: Editions Universitaires.
- Deutsch, M. 1985. Distributive Justice, New Haven: Yale University Press.
- Devall, B. & Sessions, G. 1985. Deep Ecology: Living as if Nature Mattered, Salt Lake City (Utah): Peregrine Smith Books.
- Dupuy, J.P. et Dumouchel, P. 1979. L'Enfer des choses, Paris: Le Seuil.
- Dupuy, J.P. ed. 1984. Le Libéralisme et la question de la justice sociale, Paris: CREA.
- Dupuy, J.P. 1988a. "L'individu libéral, cet inconnu: d'Adam Smith à Friedrich Hayek", in Individualisme et justice sociale. A propos de John Rawls (C. Audard, J.P. Dupuy & R. Sève eds.), Paris: Le Seuil, 73-125.
- Dupuy, J.P. 1988b. "La liberté comme marchandise", in Ethique et Philosophie Politique (F. Récanati ed.), Paris: Odile Jacob ("L'Age de la Science"), 73-98.
- Dworkin, R. 1977. Taking Rights Seriously, London: Duckworth.
- Dworkin, R. 1981a. "What is equality? Part 1: Equality of welfare; Part 2: Equality of resources", Philosophy and Public Affairs 10, 185-246.
- Dworkin, R. 1981b. "What is equality? Part 2: Equality of resources", Philosophy and Public Affairs 10, 283-345.
- Dworkin, R. 1983a. "In defense of equality. Comment on Narveson", Social Philosophy and Policy 1, 24-40.
- Dworkin, R. 1983b. "What justice isn't", in A Matter of Principle, Oxford: Oxford University Press, 1985, 214-20.

- Dworkin, R. 1984. "Can a liberal state support art?", in A Matter of Principle, Oxford: Oxford University Press, 1985, 221-33.
- Dworkin, R. 1986. A Matter of Principle, Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- Dworkin, R. 1989a. "Liberal community", California Law Review.
- Dworkin, R. 1989b. "What is equality? Part 3: The place of liberty", Iowa Law Journal.
- Dworkin, R. 1990a. "What is equality? Part 4: Political equality", San Francisco Law Review.
- Dworkin, R. 1990b. Foundations of Liberal Equality, inédit.
- Edgeworth, F.T. 1881. Mathematical Psychics, London: Kegan Paul.
- Elster, J. 1978. "Exploring exploitation", Journal of Peace Research 15, 3-17.
- Elster, J. 1982. "Sour Grapes Utilitarianism and the genesis of wants", in Utilitarianism and Beyond (A. Sen & B. Williams eds), Cambridge: Cambridge University Press, 219-38.
- Elster, J. 1983. Sour Grapes. Studies in the Subversion of Rationality, Cambridge: Cambridge University Press.
- Elster, J. 1985. Making Sense of Marx, Cambridge: Cambridge University Press.
- Elster, J. 1986. "Self-realisation in work and politics", in Alternatives to Capitalism (J. Elster & K.O. Moene eds.), Cambridge: Cambridge University Press, 1989, 127-58.
- Elster J. & Moene, K.O. eds. 1989. Alternatives to Capitalism, Cambridge: Cambridge University Press.
- Ezorsky, G. 1981. "On refined utilitarianism", Journal of Philosophy 78, 156-9.
- Flew, A. 1981. The Politics of Procrustes, London: Temple Smith.
- Foley, D.C. 1967. "Resource allocation and the public sector", Yale Economic Essays 7, 45-98.
- Fourier, C. 1836. La Fausse Industrie, morcelée, répugnante, mensongère, et l'antidote, l'industrie naturelle, combinée, attrayante, véridique, donnant

- quadruple produit et perfection extrême en toutes qualités, Paris: Anthropos, 1967.
- France, A. 1907. L'Ile aux Pingouins, Paris: Calmann-Lévy, 1980.
- Frank, R. 1985. Choosing the Right Pond, Oxford & New York: Oxford University Press.
- Fried, C. 1983. "Distributive justice", Social Philosophy and Policy 1, 45-69.
- Friedman, D. 1973. The Machinery of Freedom. Guide to radical capitalism, La Rochelle (New York), Arlington House.
- Friedman, M. 1962. Capitalism and Freedom, Chicago, University of Chicago Press (traduction française: Capitalisme et liberté, Paris: Laffont, 1971).
- Friedman, M. 1973. "The Playboy interview", in There's no such Thing as a Free Lunch, La Salle (Illinois): Open Court, 1975.
- Friedman, M. & R. 1980. Free to Choose, Harmondsworth, Penguin Books (traduction française: La liberté du choix, Paris: Belfond, 1980).
- Gauthier, D. 1986. Morals by Agreement, Oxford: Oxford University Press.
- George, H. 1884. Progress and Poverty, London: Hogarth Press, 1952.
- Girard, R. 1961. Mensonge romantique et vérité romanesque, Paris: Grasset.
- Godin, J.B. 1871. Solutions sociales, Quimperlé: La Digitale, 1979.
- Goldman, A H. 1980. "Responses to Rawls from the political right", in John Rawls' Theory of Social Justice (H.G. Blocker & E.H. Smith eds), Athens (Ohio): Ohio University Press, 431-62.
- Goldman, H.S. 1980. "Rawls and utilitarianism", in John Rawls' Theory of Social Justice. An introduction (H.G. Blocker & E.H. Smith eds.), Athens (Ohio): Ohio University Press, 346-94.
- Goodin, R.E. & Reeve, A. eds. 1989. Liberal Neutrality, London: Routledge.
- Goodman, L. A. & Markowitz, H. 1952. "Social welfare functions based on individual rankings", American Journal of Sociology 58, 257-62.
- Gorz, A. 1983. Les Chemins du Paradis. L'agonie du capital, Paris: Galilée.

- Gorz, A. 1985. "L'allocation universelle: version de droite et version de gauche", La Revue Nouvelle 81, 419-28.
- Gouverneur, J. 1983. Elements of Political Economy, Oxford: Martin Robertson.
- Greffe, X. 1978. L'Impôt des pauvres. Nouvelle stratégie de politique sociale, Paris: Dunod.
- Griffin, J. 1982. "Modern utilitarianism", Revue Internationale de Philosophie 141, 331-75.
- Güth, W. 1987. "Ultimatum bargaining for a shrinking cake. An experimental analysis", communication au colloque international "Economic models and distributive justice", Bruxelles et Namur, 8-10 janvier 1987.
- Gutmann, A. 1986. "Communitarian critics of liberalism", Philosophy and Public Affairs 14, 309-22.
- Haarscher, G. 1982. Egalité et Politique, Bruxelles: Bruylant.
- Haarscher, G. 1984. "Rawls, Marx et la question de la justice", in Fondements d'une théorie de la justice (J. Ladrière & P. Van Parijs eds.), Louvain-la-Neuve: Peeters & Paris: Vrin, 104-28.
- Habermas, J. 1973. Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus, Frankfurt: Suhrkamp. (Traduction française: Raison et légitimité, Paris: Payot, 1978.)
- Habermas, J. 1983. Moralbewußtsein und kommunikatives Handeln, Frankfurt: Suhrkamp.
- Habermas, J. 1989. "Justice and solidarity: on the discussion concerning 'stage 6'", The Philosophical Forum 21, 32-52.
- Hammond, P. 1987. "Social choice rules and restrictions on the domain of decision problems", communication au colloque "Economic models and distributive justice", Bruxelles et Namur, 8-10 janvier 1987.
- Hare, R.M. 1976. "Ethical theory and utilitarianism", in Utilitarianism and Beyond (A. Sen & B. Williams eds.), Cambridge: Cambridge University Press, 1982, 23-38.
- Harrod, R.F. 1936. "Utilitarianism revisited", Mind 45, 137-56.

- Harsanyi, J.C. 1953. "Cardinal utility in welfare economics and in the theory of risk-taking", in Essays on Ethics, Social Behavior and Scientific Explanation, Dordrecht: Reidel, 1976, 3-5.
- Harsanyi, J.C. 1955. "Cardinal welfare, individualistic ethics and interpersonal comparisons of utility", in Essays on Ethics, Social Behavior and Scientific Explanation, Dordrecht: Reidel, 1976, 6-23.
- Harsanyi, J.C. 1975a. "Can the maximin principle serve as a basis for morality? A critique of John Rawls' theory", in Essays on Ethics, Social Behavior and Scientific Explanation, Dordrecht: Reidel, 1976, 37-63.
- Harsanyi, J.C. 1975b. "Nonlinear welfare functions: do welfare economists have a special exemption from Bayesian rationality?" in J.C. Essays on Ethics, Social Behavior and Scientific Explanation, Dordrecht: Reidel, 1976, 74-85.
- Harsanyi, J.C. 1977. Rational Behavior and Bargaining Equilibrium in Games and Social Situations, Cambridge: Cambridge University Press.
- Harsanyi, J.C. 1977b. "Morality and the theory of rational behaviour", in Utilitarianism and Beyond (A. Sen & B. Williams eds), Cambridge: Cambridge University Press, 39-62.
- Harsanyi, J.C. 1977c. "Nonlinear Social Welfare Functions a Rejoinder to Professor Sen", in Foundational Problems in the Special Sciences (Butts, R.E. & Hintikka, J. eds.), Dordrecht, Reidel, 1977, 293-6.
- Hayek, F. A. 1960. The Constitution of Liberty, London: Routledge & Kegan Paul.
- Hayek, F. A. 1982. Droit, législation et liberté, Paris: P.U.F.
- Hicks, J.R. 1939. Value and Capital. An Inquiry into Some Fundamental Principles of Economic theory, Oxford: Clarendon Press, 1974.
- Hirsch, F. 1977. Social Limits to Growth, London: Routledge.
- Hobbes, T. 1651. Leviathan, Harmondsworth: Penguin Books.
- Höffe, O. 1988. "Dans quelle mesure la théorie de John Rawls est-elle kantienne?", in Individualisme et justice sociale. A propos de John Rawls (C. Audard, J.P. Dupuy & R. Sève eds.), Paris: Le Seuil, 54-72.
- Homans, G.C. 1961. Social Behaviour, Its elementary forms, London: Routledge & Kegan Paul, 1973.

- Horne, T. A. 1988. "Welfare rights as property rights", in Responsibility, Rights and Welfare. the theory of the welfare state (J.D. Moon ed.), Boulder & London: Westview Press, 107-32.
- Hospers, J. 1971. Libertarianism. A political philosophy whose time has come, Santa Barbara (Cal.), Reason Press.
- Huet, F. 1853. Le Règne social du christianisme, Paris: Firmin Didot & Bruxelles: Decq.
- Hume, D. 1739. A Treatise of Human Nature, Harmondsworth, Penguin Books, 1978.
- Hume, D. 1751. "An enquiry concerning the principles of morals", in Enquiries concerning Human Understanding and concerning the Principles of Morals, Oxford: Oxford University Press, 1975, 167-323.
- Illich, I. 1983. Gender, London: Marion Boyars (traduction française: Le Genre vernaculaire, Paris: Le Seuil, 1982).
- Iroegbu, P. 1991. "John Rawls face à la critique communautarienne", Revue Philosophique de Louvain 89, à paraître.
- Jencks, C. 1972. Inequality, Harmondsworth, Penguin Books, 1975.
- Kant, I. 1785. Grundlegung zur Metaphysik der Sitten, Stuttgart: Reclam, 1970. (Traduction française: Fondements de la métaphysique des moeurs, Paris: Delagrave, 1967.)
- Kearl, J.R. 1977. "Do entitlements imply that taxation is theft?", Philosophy and Public Affairs 7, 74-81.
- Kirzner, I.M. 1973. "Producer, entrepreneur and the right to property", in I.M. Kirzner, Perception, Opportunity and Profit. Studies in the theory of entrepreneurship, Chicago & London: University of Chicago Press, 1979, 185-99.
- Kirzner, I.M. 1978. "Entrepreneurship, entitlement and economic justice", in Reading Nozick (J. Paul ed.). Totowa (NJ): Rowman & Littlefield, 1981, 383-411.
- Kitschelt, H. 1980. "Moralisches Argumentieren und Sozialtheorie. Prozedurale Ethik bei John Rawls und Jürgen Habermas", Archiv für Sozial- und Rechtsphilosophie 66, 391-429.

- Kohlberg, L. 1973. "The claim to moral adequacy of a highest stage of moral judgement", Journal of Philosophy 70.
- Kohr, L. 1974. "Property and freedom", in Property in a Humane Economy (S.L. Blumenfeld ed.), La Salle (Illinois): Open Court, 47-70.
- Kolm, S.C. 1972. Justice et Équité, Paris: CNRS.
- Kolm, S.C. 1983. "Introduction à la réciprocité générale", Information sur les Sciences Sociales 22, 569-621.
- Kolm, S.C. 1984. La Bonne Économie. La réciprocité générale, Paris: P.U.F.
- Kolm, S.C. 1985. Le Contrat social libéral, Paris: P.U.F.
- Kolm, S.C. 1987. "Liberty-based optimal taxation", communication au colloque "Economic models and distributive justice", Bruxelles et Namur, 8-10 janvier 1987.
- Krätke, M. 1987. "Het subsidiariteitsbeginsel anno 1987", Andersom (Amsterdam) 9/10, 3-37.
- Kukathas, C. & Pettit, P. 1990. Rawls. "A Theory of Justice" and its critics, Cambridge: Polity Press.
- Kymlicka, W. 1988. "Liberalism and communitarianism", Canadian Journal of Philosophy 18, 181-204.
- Kymlicka, W. 1989a. Liberalism, Community and Culture, Oxford: Oxford University Press.
- Kymlicka, W. 1989b. "Liberal individualism and liberal neutrality", Ethics 99, 883-905.
- Ladrière, J. 1984. "Philosophie politique et philosophie analytique", in Fondements d'une théorie de la justice (J. Ladrière & P. Van Parijs eds.), Louvain-la-Neuve: Peeters et Paris: Vrin, 212-59.
- Ladrière, J. & Van Parijs P. eds. 1984. Fondements d'une théorie de la justice. Essais critiques sur la philosophie politique de John Rawls, Louvain-la-Neuve: Peeters et Paris: Vrin.
- Lang, K. & Weiss, A. 1990. "Tagging, stigma and basic income guarantees", communication au colloque "Basic income guarantees: a new welfare strategy?", University of Wisconsin (Madison), avril 1990.

- Larmore, C. 1987. Patterns of Moral Complexity, Cambridge & New York: Cambridge University Press.
- Larmore, C. 1988. "Les limites de la réflexion en éthique", L'Age de la Science 1, 199-214.
- Larmore, C. 1989. Review of MacIntyre (1988), Journal of Philosophy 86, 437-42.
- Lebowitz, M. 1988. "Is 'Analytical Marxism' Marxism?", Science and Society 52, 191-214.
- Lehning, P B. 1986. Politieke Orde en Rawlsiaanse Rechtvaardigheid, Delft (Pays-Bas): Eburon.
- Lemieux, P. 1983. Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme, Paris: P.U.F.
- Lemieux, P. 1988. L'Anarcho-capitalisme, Paris: P.U.F.
- Lepage, H. 1980. Demain le libéralisme, Paris: Livre de Poche
- Lipow, A. 1982. Authoritarian Socialism in America. Edward Bellamy and the Nationalist Movement, Berkeley, University of California Press.
- Livet, P. 1984. "Rawls, Nozick et la justice procédurale", in Le libéralisme et la question de la justice sociale (Cahiers du CREA n°4), Paris: Ecole Polytechnique, 191-7.
- Locke, J. 1690. "Second Treatise on Government" in Of Civil Government, London: Dent & Sons, 1924, 115-242. (Traduction française: Traité du gouvernement civil, Paris: Flammarion, 1984.)
- Lukes, S. 1982. "Marx, morality and justice", in G.H.R. Parkinson ed., Marx and Marxisms, Cambridge: Cambridge University Press.
- Lyons, D. 1975. "Nature and soundness of the contract and coherence Arguments", in N. Daniels ed., Reading Rawls, Oxford: Blackwell, 253-81.
- Machan T. ed. 1982. The Libertarian Reader, Totowa (N.J.): Rowman & Littlefield.
- MacIntyre, A. 1981. After Virtue. London: Duckworth.
- MacIntyre, A. 1984. Is patriotism a virtue?. University of Kansas: The Lindley Lecture, 1984.

- MacIntyre, A. 1988. Whose Justice? Which Rationality. London: Duckworth.
- Mack, E. 1983. "Distributive justice and the tensions of Lockeanism", Social Philosophy and Policy, 1, 132-50.
- Mackie, J.L. 1977. Ethics, Inventig right and wrong, Harmondsworth: Penguin Books.
- MacLean, D. & Brown P.G. eds. 1983. Energy and the Future, Totowa (N.J.): Rowman & Littlefield.
- Macpherson, C.B. 1962. The Political Theory of Possessive Individualism, Oxford: Oxford University Press.
- Malcomson, J.M. 1981. "Unemployment and the efficiency wage hypothesis", Economic Journal 91, 848-66.
- Marx, K. 1875. "Randglossen zum Programm der deutschen Arbeiterpartei" in K. Marx & F. Engels, Werke, Vol. 19. Berlin: Dietz, 1962, 15-32.
- Marx, K. 1880. "Randglossen zu Adolf Wagners 'Lehrbuch der politischen Oekonomie'", Werke Bd 19, Berlin, Dietz, 1962, 355-83.
- Mc Kean, R.N. 1975. "Property rights, pollution and power", in Capitalism and Freedom. Problems and prospects (R.T. Selden ed.), Charlottesville: University Press of Virginia, 1975, 92-127.
- Mead, G.H. 1934. Mind, Self and Society form the Standpoint of a Social Behaviourist, Chicago: University of Chicago Press.
- Mead, L.M. 1986. Beyond Entitlement. The social obligations of citizenship, London: Macmillan.
- Meade, J.E. 1964. Efficiency, Equality and the Ownership of Property, London: Allen & Unwin.
- Meade, J.E. 1984. "Full employment, new technologies and the distribution of income", Journal of Social Policy 13, 129-46.
- Mill, J.S. 1848. Principles of Political Economy, London: Longmans, Green & Co., 1904.
- Mill, J.S. 1859. On Liberty, Harmondsworth, Penguin Books, 1980.

- Mill, J.S. 1861. Utilitarianism. London: Fontana, 1962. (Traduction française: L'Utilitarisme, Paris: Flammarion, 1988.)
- Miller, A. ed. 1988. Proceedings of the First International Conference on Basic Income, London: BIRG & Antwerp: BIEN.
- Miller, D. 1976. Social Justice, Oxford: Oxford University Press.
- Moulin, H. & Roemer, J.E. 1986. "Public ownership of the external world and private ownership of self" University of California (Davis): Department of Economics, Working Paper 203.
- Mueller, D.C. 1979. Public Choice. Cambridge: Cambridge University Press.
- Nagel, T. 1975. "Libertarianism without foundations", in Reading Nozick (J. Paul ed.), Totowa: Rowman & Littlefield, 1981, 191-205.
- Nielsen, K. & Ware, B. eds. 1989. Analyzing Marxism. Supplementary Volume of the Canadian Journal of Philosophy.
- Nisbet, R. 1974. "The pursuit of equality", in Against Equality (W. Letwin ed.), London: Macmillan, 1983, 124-47.
- Nozick R. 1974. Anarchy, State and Utopia, Oxford: Blackwell. (Traduction française: Anarchie, Etat et Utopie, Paris: P.U.F., 1988.)
- Nozick, R. 1989. The Examined Life. Philosophical meditation, New York: Simon & Schuster.
- Offe, C. 1987. "Democracy against the welfare state?", in Political Theory 15, 501-37.
- Okun, A.M. 1975. Equality and Efficiency. The big tradeoff, Washington (D.C.): The Brookings Institution.
- Ost, F. 1988. "La théorie de la justice et le droit à l'aide sociale", in Individualisme et justice sociale. A propos de John Rawls (C. Audard, J.P. Dupuy & R. Sève eds.), Paris: Le Seuil, 245-75.
- Paine, T. 1796. "Agrarian justice", in The Life and Major Writings of Thomas Paine (P. Foner ed.), Cecaucus (N.Y.): Citadel Press, 1974, 605-23.
- Paramio, L. 1988. "La libertad, la igualdad y el derecho a la infelicidad", in Tras el Diluvio. La izquierda ante el fin de siglo, Madrid: Siglo Veintiuno, 1988, 250-60.

- Pareto, V. 1906. Manuel d'Economie Politique, Genève: Droz, 1966.
- Partridge E. ed. 1981. Responsibilities to Future Generations: Environmental ethics, Buffalo (N.Y.): Prometheus.
- Paul, E.F., Miller, F.D. & Paul, J. eds. 1988. Equality of Opportunities, Oxford: Blackwell.
- Pazner, E.A. 1976. "Recent thinking on economic justice", in Social Goals and Social Organization, Essays in memory of Elisha Pazner (L. Hurwicz, D. Schmeidler & H. Sonnenschein eds), Cambridge: Cambridge University Press, 1985, 297-309.
- Pettit, P. 1980. Judging Justice. An Introduction to Contemporary Political Philosophy, London: Routledge & Kegan Paul, 1980.
- Pettit, P. 1982. "Habermas on truth and justice", in Marx and Marxisms (G.H.R. Parkinson ed.), Cambridge: Cambridge University Press.
- Phillips, D. L. 1979. Equality, Justice and Rectification. An exploration in normative sociology, London & New York: Academic Press.
- Pogge, T. W. 1989. Realizing Rawls, Ithaca & London: Cornell University Press.
- Ramsey, F. 1926. "Truth and probability", in F. Ramsey, Foundations, London: Routledge & Kegan Paul, 1978.
- Rand, A. 1957. Atlas Shrugged. New York: Random House.
- Rand, A. 1966. Capitalism: the unknown ideal. New York: The American Library.
- Rawls, J. 1951. "Outline of a decision procedure for ethics", Philosophical Review 60, 177-97.
- Rawls, J. 1958. "Justice as fairness", in Philosophy, Politics and Society (P. Laslett & W.G. Runciman eds), Oxford: Blackwell, 1962, 132-157.
- Rawls, J. 1971. A Theory of Justice. Oxford: Oxford University Press, 1972. (Traduction française: Théorie de la justice, Paris: Le Seuil, 1987.
- Rawls, J. 1978. "The basic structure as subject", in Values and Morals (A.I. Goldman & J. Kim eds), Dordrecht: Reidel, 1978, 47-61.

- Rawls, J. 1980. "Kantian constructivism in moral theory" in Journal of Philosophy 77, 515-72.
- Rawls, J. 1981. "The basic liberties and their priority", in Liberty, Equality, and Law (S.M. McMurrin ed.), Cambridge: Cambridge University Press, 1987, 1-87.
- Rawls, J. 1982. "Social unity and primary goods", in Utilitarianism and Beyond (A. Sen & B. Williams eds), Cambridge: Cambridge University Press, 159-86.
- Rawls, J. 1985. "Justice as fairness: political not metaphysical", Philosophy and Public Affairs 14, 223-254. (Traduction française: "La théorie de la justice comme équité: une théorie politique et non pas métaphysique", in Individualisme et justice sociale. A propos de John Rawls (C. Audard, J.P. Dupuy & R. Sève eds.), Paris: Le Seuil, 1988, 279-317.)
- Rawls, J. 1987a. "The idea of an overlapping consensus", Oxford Journal for Legal Studies 7, 1-25. (Traduction française: "L'idée d'un consensus par recoupement", Revue de Métaphysique et de Morale 93(1), 3-32.)
- Rawls, J. 1987b. "Préface", in Théorie de la justice, Paris: Le Seuil.
- Rawls, J. 1988. "The priority of right and ideas of the good", Philosophy and Public Affairs 17, 251-76.
- Rawls, J. 1990. Justice as Fairness: A restatement (inédit), Harvard University: Department of Philosophy, 146 p.
- Reeve, A. 1987. "Thomas Hodgskin and John Bray: free exchange and equal exchange", in Modern Theories of Exploitation (A.Reeve ed.), London & Beverly Hills: Sage, 30-52.
- Regan, D.H. 1980. Utilitarianism and Cooperation, Oxford: Clarendon Press.
- Regan, T. 1983. The Case for Animal Rights, Berkeley: University of California Press.
- Reiman, J.H. 1983. "The labor theory of the difference principle", Philosophy and Public Affairs 12, 133-59.
- Rescher, N. 1966. Distributive Justice, New York: Bobbs-Merrill.
- Rignano, E. 1901. Di un Socialismo in accordo colla dottrina economica liberale, Torino: Fratelli Bocca. (Traduction française: Un socialisme en accord avec la doctrine économique libérale, Paris: Giard & Brière 1904.)

- Rignano, E. 1919. "A plea for greater economic democratization", Economic Journal 29, 302-8..
- Robbins, L. 1938. "Interpersonal comparisons of utility", Economic Journal 48.
- Roemer, J.E. 1982a. A General Theory of Exploitation and Class, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Roemer, J.E. 1982b. "Property relations versus surplus value in Marxian exploitation", in Philosophy and Public Affairs, 11.
- Roemer, J.E. 1982c. Why labor classes? University of California (Davis): Department of Economics, Working Paper.
- Roemer, J.E. 1983. "Are socialist ethics consistent with efficiency?", Philosophical Forum 14, 369-88.
- Roemer, J.E. 1985a. "Why should Marxists be interested in exploitation?", in Marx en perspective (B. Chavance ed.), Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 29-50.
- Roemer, J.E. 1985b. "Equality of talent", Economics and Philosophy, 1, 151-187.
- Roemer, J.E. ed. 1985. Analytical Marxism, Cambridge: Cambridge University Press.
- Roemer, J.E. 1986. "Equality of resources implies equality of welfare", Quarterly Journal of Economics 100, 751-84.
- Roemer, J.E. 1988. Free to Lose, London: Radius Books.
- Roemer, J.E. 1989. "Public ownership and private property externalities", in Alternatives to Capitalism (J. Elster & K.O. Moene eds.), Cambridge: Cambridge University Press, 159-79.
- Roemer, J.E. 1990. The Possibility of Market Socialism, University of California (Davis): Department of Economics, Working Paper 357.
- Rosanvallon P. 1981. La Crise de l'Etat-Providence. Paris: Le Seuil.
- Rothbard, M. 1973. For a New Liberty. The libertarian Manifesto, New York & London: Collier, 1978.
- Rothbard, M. 1982. The Ethics of Liberty, Atlantic Highlands (N.J.): Humanities Press.

- Sachs, W. 1988. "The gospel of global efficiency. On Worldwatch and other reports on the state of the world", in IFDA Dossier 68, 1988, 33-39.
- Sandel, M. 1982. Liberalism and the Limits of Justice, Cambridge: Cambridge University Press.
- Sandel, M. 1984. "The procedural republic and the unencumbered self", Political Theory 12, 81-96.
- Schokkaert, E. & Overlaet, B. 1989. "Moral intuitions and economic models of distributive justice", Social Choice and Welfare 6, 19-31.
- Schumpeter, J. 1943. Capitalism, Socialism and Democracy, London: Allen & Urwin, 1975.
- Schweickart, D. 1980. Capitalism or Workers' Control?, New York: Praeger.
- Sen, A. 1970a. Collective Choice and Social Welfare. Amsterdam: North-Holland, 1979.
- Sen, A. 1970b. "The impossibility of a Paretian liberal", in Choice, Welfare and Measurement. Oxford: Blackwell, 1982, 285-90.
- Sen, A. 1973. On Economic Inequality. Oxford: Oxford University Press.
- Sen, A. 1974. "Rawls versus Bentham: an axiomatic examination of the pure distribution problem", in Reading Rawls (N. Daniels ed.), Oxford: Blackwell, 283-92.
- Sen, A. 1976. "Rational fools. A critique of the behavioural foundations of economic theory", in Choice, Welfare and Measurement, Oxford: Blackwell, 1982, 84-106.
- Sen, A. 1977a. "Welfare inequalities and Rawlsian axiomatics", in Foundational Problems in the Special Sciences (R.E. Butts & J. Hintikka eds.), Dordrecht: Reidel, 1977, 271-92.
- Sen, A. 1977b. "Nonlinear social welfare functions: a Reply to Professor Harsanyi", in Foundational Problems in the Special Sciences (R.E. Butts & J. Hintikka eds.), Dordrecht: Reidel, 1977, 297-302.
- Sen, A. 1979. "Utilitarianism and welfarism", Journal of Philosophy 76, 463-89.
- Sen, A. 1980. "Equality of what?", in Choice, Welfare and Measurement, Oxford: Blackwell, 1982, 353-369.

- Sen, A. 1982. Choice, Welfare and Measurement. Oxford: Blackwell.
- Sen A. & Williams B. eds. 1982. Utilitarianism and beyond. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sen, A. 1985. Commodities and Capabilities. Amsterdam: North-Holland.
- Sen, A. 1987. On Ethics and Economics. Oxford: Blackwell.
- Sen, A. 1989. The Territory of Justice. Harvard University: Harvard Institute of Economic Research, Discussion Paper 1425.
- Sen, A. 1990a. "Justice: means versus freedoms", Philosophy and Public Affairs 19, 111-21.
- Sen, A. 1990b. "Welfare, freedom and social choice. A reply", in Alternatives to Welfarism. Essays in honour of Amartya Sen (M. De Vroey ed.), numéro spécial de Recherches Economiques de Louvain 56 (3/4).
- Sen, A. 1990c. Inequality and Freedom, Oxford: Oxford University Press & New York: Russell Sage Foundation.
- Shapiro, C. & Stiglitz, J.E. 1984. "Equilibrium unemployment as a worker discipline device", American Economic Review 74, 433-44.
- Shepelak, N.J. & Alwin, D.F. 1986. "Beliefs about inequality and perceptions of distributive justice", American Sociological Review 51, 30-46.
- Sidgwick, H. 1874. The Methods of Ethics. London: Macmillan.
- Simon, J.L. 1981. The Ultimate Resource. Oxford: Martin Robertson.
- Singer, P. 1975. Animal Liberation. New York: Avon Books.
- Singer, P. 1979. Practical Ethics. Cambridge: Cambridge University Press, 1987.
- Smart, J.J.C. 1956. "Extreme and Restricted Utilitarianism", in Theories of Ethics (P. Foot ed.), Oxford: Oxford University Press, 1968, 171-83.
- Smart, J.J.C. 1973. "An outline of a system of utilitarian ethics", in J.J.C. Smart & B. Williams, Utilitarianism. For and Against, Cambridge: Cambridge University Press, 1-74.

- Solow, R.M. 1974. "Intergenerational equity and exhaustible resources", Review of Economic Studies 41, 29-45.
- Solow, R.M. 1986. "On the intergenerational allocation of natural resources", Scandinavian Journal of Economics 88, 141-9.
- Spencer, H. 1851. Social Statics, London: J. Chapman.
- Spieker, M. 1986. Legitimationsprobleme des Sozialstaats, Bern & Stuttgart.
- Steedman, I. 1989. From Exploitation to Altruism, Cambridge: Polity Press.
- Steiner, H. 1976. "Nozick on appropriation", in Mind, 87, 109-10.
- Steiner, H. 1977a. "The natural right to the means of production", in Philosophical Quarterly 27, 41-49.
- Steiner, H. 1977b. "Critical notice on Nozick, Anarchy State and Utopia", in Mind, 86, 120-9.
- Steiner, H. 1977c "Justice and entitlement", in Reading Nozick (J. Paul ed.), Totowa (N.J.): Rowman & Littlefield, 1981, 380-2.
- Steiner, H. 1981. "Liberty and equality", in Political Studies, 29, 555-69.
- Steiner, H. 1982. "Land, liberty and the early Herbert Spencer", in History of Political Thought, 3, 515-34.
- Steiner, H. 1983. "The rights of future generations", in Energy and the Future (D. MacLean & P.G. Brown eds.), Totowa (N.J.): Rowman & Littlefield, 1983, 151-65.
- Steiner, H. 1987. "Exploitation: a liberal theory amended, defended and extended", in Modern Theories of Exploitation (A. Reeve ed.), London & Beverly Hills (Cal.), Sage, 132-48.
- Steiner, H. 1988. "Capitalism and equal starts", in Equal Opportunity (J. Paul & al. ed.), Oxford: Blackwell.
- Steiner, H. 1989. "Three just taxes", paper presented at the Conference on "Liberty, equality, ecology. Around the ethical foundations of basic income", Louvain-la-Neuve, September 1989.
- Steiner, H. 1991. An Essay on Rights. Oxford: Blackwell, à paraître.

- Sterba, J.P. 1980. The Demands of Justice, Notre Dame & London: University of Notre Dame Press.
- Stoleru, L. 1974. Vaincre la pauvreté dans les pays riches, Paris: Flammarion.
- Suzumura, K. 1987. "Equity and incentives: Homans' theory of distributive justice reconsidered", Hitotsubashi University, Institute of Economic Research, Working Paper.
- Tartarin, R. 1981. "Gratuité, fin du salariat et calcul économique dans le communisme", in Travail et monnaie en système socialiste (M. Lavigne ed.), Paris: Economica, 233-55.
- Taylor, C. "Le juste et le bien", Revue de Métaphysique et de Morale 83, 1988, 33-56.
- Taylor, M. 1982. Community, Anarchy and Liberty, Cambridge: Cambridge University Press.
- Ten, C.L. 1980. Mill on Liberty, Oxford: Clarendon Press.
- Thomson, W. & Varian, H. 1985. "Symmetry theories of justice", in Social Goals and Social Organization, Essays in memory of Elisha Pazner (L. Hurwicz, D. Schmeidler & H. Sonnenschein eds), Cambridge: Cambridge University Press, 107-29.
- Thurow, L. 1973. "Zero economic growth and the distribution of income", in The Economic Growth Controversy (A. Weintraub, E. Schwartz & J.R. Aronson eds), London: Macmillan, 1977, 141-53.
- Tideman, N. & Tullock, G. 1976. "A new and superior process for making social choices", Journal of Political Economy 84, 1145-59.
- van der Veen, R. J. 1978. "Property, exploitation, and justice; An inquiry into their relationship in the work of Nozick, Rawls and Marx", Acta Politica 13, 433-66.
- van der Veen, R.J. 1984. "From contributions to needs. A normative-economic essay on the transition towards full communism", Acta Politica 18, 463-92.
- van der Veen, R.J. & Van Parijs P. 1985. "Entitlements theories of justice. From Nozick to Roemer and beyond", Economics and Philosophy 1, 69-81.
- van der Veen, R.J. & Van Parijs, P. 1986a. "A capitalist road to communism", Theory and Society 15, 635-655.

- van der Veen, R. J. & Van Parijs, P. 1986b. "Universal grants versus socialism. Reply to six critics", Theory and Society 15, 723-57.
- Van Gerwen, J. 1991. "Au-delà de la critique communautarienne du libéralisme? D'Alasdair MacIntyre à Stanley Hauerwas", Revue Philosophique de Louvain 89 (1).
- Van Parijs, P. 1975. "Logique inductive et théorie du choix collectif. Note sur le destin commun de l'empirisme et du libéralisme", Revue Philosophique de Louvain 73, 628-42.
- Van Parijs, P. 1981. Evolutionary Explanation in the Social Sciences. Totowa (NJ): Rowman & Littlefield & London: Tavistock.
- Van Parijs, P. 1982a. "La nouvelle philosophie politique anglo-saxonne. Panorama bibliographique", Revue Philosophique de Louvain 80, 620-52.
- Van Parijs, P. 1982b. Some problems with the labour theory of exploitation, Université Catholique de Louvain: Département des Sciences Economiques, Working Paper 8212.
- Van Parijs, P. 1985. "Marx, l'écologisme et la transition directe du capitalisme au communisme", Marx en Perspective (B. Chavance ed.), Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1985, 135-55.
- Van Parijs, P. 1987a. "Quel destin pour l'allocation universelle?", Futuribles 106, 17-31.
- Van Parijs, P. 1987b. "Exploitation and the libertarian challenge", in Modern Theories of Exploitation (A. Reeve ed.), London & Beverly Hills (Cal.): Sage, 1987, 111-31.
- Van Parijs, P. 1989a. "Ivan Illich, de l'équivoque à l'espérance", La Revue Nouvelle 45 (4), 97-106.
- Van Parijs, P. 1989b. "In defence of abundance", Canadian Journal of Philosophy, Supplementary Volume 15, 467-95.
- Van Parijs, P. 1989c. "On the ethical foundations of basic income", background paper for the conference on "Liberty, Equality, Ecology" (Louvain-la-Neuve, September 1989), 78p.
- Van Parijs, P. 1990a. Le modèle économique et ses rivaux. Introduction à la pratique de l'épistémologie des sciences sociales. Genève & Paris: Droz.

- Van Parijs, P. 1990b. "Peut-on justifier une allocation universelle? Une relecture de quelques théories de la justice économique", Futuribles 144, 29-42.
- Van Parijs, P. 1990c. "The second marriage of justice and efficiency", Journal of Social Policy 19, 1-25.
- Van Parijs, P. 1990d. "Impasses et promesses de l'écologie politique", La Revue Nouvelle 92 (2), 79-93.
- Van Parijs, P. 1990e. "Equal endowments as undominated diversity", in Alternatives to Welfarism (M. De Vroey ed.), numéro spécial de Recherches Economiques de Louvain 56 (3/4).
- Van Parijs, P. 1990f. "Why surfers should be fed. The ethical case for an unconditional basic income", conférence dans le cadre du programme "Ethics and the professions", Harvard University, avril 1990.
- Van Parijs, P. 1991. "Inéluctable, liberté", in J.M. Chaumont & P. Van Parijs (eds), Les Limites de l'inéluctable. Bruxelles: De Boeck Université & Paris: Editions Universitaires, à paraître.
- Varian, H. 1974. "Equity, envy and efficiency", Journal of Economic Theory 9, 63-91.
- Varian, H. 1975. "Distributive justice, welfare economics and the theory of fairness", in Philosophy and Economic Theory (F. Hahn & M. Hollis eds.), Oxford: Oxford University Press, 1979, 135-54.
- von Neumann J. & Morgenstern, O. 1944. Theory of Games and Economic Behavior, Princeton: Princeton University Press.
- Wallich, H. 1960. The Cost of Freedom. A new look at capitalism, New York: Harper & Brothers.
- Walzer, M. 1983. Spheres of Justice, New York: Basic Books & Oxford: Martin Robertson.
- Walzer, M. 1989. "A critique of philosophical conversation", The Philosophical Forum 21, 182-96.
- Walzer, M. 1990. "The communitarian critique of liberalism", Political Theory 18, 6-23.
- Wedgwood, J. 1929. The Economics of Inheritance, Port Washington (N.Y.) & London: Kennicat Press, 1971.

- Wellbank, J.H., Snook, D. & Mason, D.T. eds. 1982. John Rawls and his Critics. An annotated bibliography, New York: Garland.
- Williams, B. 1985. Ethics and the Limits of Philosophy. London: Fontana.
- Wolff, R.P. 1977. Understanding Rawls, Princeton (N.J.): Princeton University Press.
- Wood, A.W. 1981. Karl Marx, London: Routledge & Kegan Paul.
- Wright, E.O. & al. 1989. Debates on Classes, London & New York: Verso.
- Wright, E.O. 1990. "What is analytical Marxism?", Socialist Review 89(4), 35-56.
- Zijderveld, A.C. 1986. "The ethos of the welfare state", in International Sociology 1, 1986, 443-57.